2. Flux financiers

Antoine Brawand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1146>

DOI : 10.4000/aspd.1146

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 1982

Pagination : 331-349

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Antoine Brawand, « 2. Flux financiers », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 2 | 1982, mis en ligne le 27 janvier 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1146> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1146>

2. FLUX FINANCIERS

TRAITS MARQUANTS

a) Aperçu général des flux financiers destinés aux pays en développement (Tableaux 2.1.)

Les flux suisses de capitaux ont connu une croissance très forte au cours des années 1970, non seulement en valeur nominale, mais par rapport au produit national brut. L'augmentation provient essentiellement du secteur privé. La hausse s'est arrêtée en 1979; elle a été suivie d'un recul important. Les mouvements de capitaux privés vers les pays en développement restent néanmoins élevés.

La structure des flux financiers suisse diffère fortement de celle de l'ensemble des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. En 1981, les capitaux privés ont représenté 87% des flux financiers suisses vers les pays en développement (CAD : 61%). L'aide publique au développement occupe une place marginale.

Cependant, la Suisse a légèrement accru l'aide publique au cours des années 1970, en termes réels et en pourcentage du produit national brut. Elle s'est ainsi un peu rapprochée de la moyenne du CAD située depuis dix ans à mi-chemin de l'objectif de 0,7% fixé par les Nations Unies. Cette modeste progression est bloquée depuis 1980 par les restrictions budgétaires édictées par la Confédération et qui frappent particulièrement l'aide publique au développement.

b) Relations entre le produit national brut (PNB), les flux de capitaux privés et l'aide publique au développement (Tableaux 2.2.)

Il ressort de la comparaison entre les pays membres du CAD qu'il n'existe pas de corrélation significative entre le PNB par habitant, l'importance relative des flux de capitaux privés et celle de l'aide publique au développement. Il n'y a pas non plus de lien entre ces deux dernières variables. Ce fait apparaît encore mieux lorsqu'on compare les flux émis (en proportion du PNB) par des économies de taille semblable. Les cas de la Suède et de la Suisse sont intéressants : pour les flux privés, notre pays arrive au premier rang, mais pour l'aide publique il s'est situé au quatorzième rang en 1980. Au cours de la même année, la Suède a occupé le septième rang pour les flux privés et le troisième rang pour l'aide publique au développement.

c) Flux de capitaux privés (Tableaux 2.3.)

Au cours des années 1970, les investissements de portefeuille (souscriptions d'obligations notamment) et les crédits bancaires ont augmenté le plus fortement. Les investissements directs ont perdu la première place, sans cesser pour autant de croître. Ce changement de structure manifeste l'extension de l'économie du crédit international.

La diminution des mouvements nets de capitaux à destination des pays en développement intervenue en 1980 a été plus marquée dans le cas de la Suisse que pour la moyenne des pays membres du CAD. Les flux suisses s'élevaient cependant encore à 2% du PNB en 1981 alors que ceux du CAD étaient seulement remontés à 0,74%.

d) Répartition géographique des flux suisses de capitaux privés (Tableaux 2.4.)

L'absence d'une statistique des flux financiers aller et retour, par catégories, par branches économiques et par pays gêne considérablement l'analyse ! Des chiffres déclarés par la Suisse ressortent toutefois quelques traits marquants des flux financiers privés destinés aux pays en développement :

- La majeure partie des **investissements directs** suisses se dirige seulement vers quelques pays, en Amérique latine (Brésil, Mexique et Argentine) et en Europe méridionale (Espagne). Ces pays sont fortement insérés dans l'économie mondiale et leur marché intérieur est important. Les investissements directs suisses dans les pays en développement représentent, semble-t-il, environ 10% de la valeur totale investie à l'étranger.
- Les **crédits à l'exportation** ont beaucoup augmenté au cours des années 1970. Près des deux tiers des crédits garantis concernent actuellement les pays en développement. La répartition régionale des garanties dépend notamment de la taille des débouchés, du type de financement utilisé et de l'importance des risques. La baisse des crédits (spectaculaire sur le plan des versements nets), qui est intervenue depuis 1980, s'explique notamment par une certaine retenue des bailleurs de fonds. (Notons aussi que l'enregistrement tardif d'une partie des remboursements a faussé la statistique.)
- Les **emprunts sur le marché suisse des capitaux** (émission d'obligations et de reconnaissances de dettes à moyen terme) ont connu la croissance la plus rapide au cours des années 1970. Le recul intervenu depuis 1980 concerne les emprunts bilatéraux alors que la Banque mondiale et les banques régionales de développement ont pu recourir toujours plus au marché financier suisse.
- Le haut degré d'agrégation de la statistique des **flux bancaires** et le mé-

lange des opérations à court et à long termes cachent les mouvements qui se sont produits. On sait que les flux bancaires à court terme subissent des variations brusques. Le rôle des banques suisses dans le recyclage des capitaux pétroliers apparaît à travers quelques chiffres.

e) **Aperçu sur les relations financières avec le monde** (Tableaux 2.5.)

Selon la statistique des **exportations de capitaux soumises à autorisation** (montants de 10 millions de francs au moins) publiée par la Banque nationale suisse, les trois quarts des capitaux placés à l'étranger se dirigent vers les pays industrialisés et moins d'un quart vers les pays en développement. Cette information replace les flux financiers déclarés au Comité d'aide au développement dans leur contexte général. (Il serait encore plus intéressant de pouvoir comparer l'ensemble des exportations et des importations de capitaux !)

La Banque nationale suisse publie aussi une statistique des **avoirs et engagements à l'étranger des banques et sociétés financières établies en Suisse**. L'importance des capitaux en provenance des pays pétroliers apparaît également. Cependant dans d'autres cas, les chiffres semblent démentir l'idée largement répandue d'une redistribution des capitaux des régions bien pourvues vers les régions où ils manquent (1). La statistique des avoirs et engagements à titre fiduciaire, qui jouent un rôle croissant, montre même l'existence du phénomène inverse !

REMARQUES

a) **Interprétation des chiffres**

Les statistiques des mouvements internationaux de capitaux sont fragmentaires. En ce qui concerne les relations financières de notre pays, la Banque nationale publie une balance (globale) des revenus. Elle fournit également des indications sur les exportations de capitaux (celles qui sont soumises à autorisation) et sur les avoirs et engagements bancaires envers l'étranger (voir tableaux 2.5.).

L'administration fédérale fournit chaque année des indications détaillées, mais valables seulement pour les relations avec les pays en développement, au Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE à Paris. Le lecteur

1. Pour permettre un examen approfondi de cette question, il serait utile que la Banque nationale suisse fournisse une statistique plus détaillée des avoirs et engagements à l'étranger des banques et sociétés établies en Suisse.

trouvera aux tableaux 2.1. à 2.4. un aperçu des chiffres rendus publics qui concernent la Suisse et l'ensemble des pays membres du CAD.

Le recensement effectué par le CAD est incomplet; il concerne principalement les opérations financières réalisées par les agents économiques des pays membres. Il en découle des distorsions importantes :

- Les statistiques indiquent essentiellement les ressources financières mises à la disposition des pays en développement. Les flux de capitaux qui résultent d'opérations financières effectuées par les résidents des pays en développement sont seulement partiellement comptés.
- Les apports nets de ressources (appelés aussi versements nets ou encore flux nets) ne correspondent pas à des transferts nets. Les remboursements et les rapatriements de capitaux sont déduits, mais pas les paiements d'intérêts et de dividendes. Les réinvestissements de bénéfices sont comptés comme des apports de ressources.

Les statistiques du CAD surestiment donc les ressources mises à la disposition des pays en développement et sous-estiment les flux inverses. Une partie des sorties de capitaux déclarés par les pays membres sont des réexportations. Cette remarque s'applique tout particulièrement à la place financière suisse.

Il est utile de se souvenir de ces distorsions au moment de consulter les tableaux statistiques. La plupart des données dont nous avons pu disposer provenant du CAD, il n'a pas été possible de modifier les définitions qu'il a adoptées. Nous avons cependant indiqué les mouvements de capitaux privés avant l'aide publique au développement. Les flux financiers les plus importants apparaissent ainsi au début.

b) Classification géographique

La classification géographique correspond également aux définitions adoptées par le CAD. Elle diffère sensiblement des classifications que l'ONU (ou même l'OCDE) ont retenues pour leurs statistiques du commerce international. Le monde en développement défini par le CAD est beaucoup plus grand. Il comprend aussi le Sud de l'Europe (Portugal, Espagne, Gibraltar, Malte, Yougoslavie, Grèce, Chypre et Turquie) et deux pays socialistes d'Asie (la Chine et le Vietnam). Il importe de tenir compte de cette différence dans les comparaisons entre les statistiques du commerce (section 1) et des flux financiers (section 2). Pour plus de précisions, voir point 4.2.

c) Taux de change

Francs suisses pour 1 dollar : 1970 : 4,32; 1980 : 1,6748; 1981 : 1,9637.

2.1. APERÇU GENERAL DES FLUX FINANCIERS DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

A. MOUVEMENTS NETS DECLARES PAR LA SUISSE (1970, 1980 et 1981)

Catégories	1970	1980	1981 p	1970	1980	1981 p
	En millions de francs			En % du PNB		
Capitaux privés (1)	435,5	3.981,2	3.888,5	0,46	2,25	2,00
Aide publique au développement (2)	130,5	412,5	452,6	0,14	0,23	0,23
Autres apports publics (3)	-20,8	19,8	29,1	-0,02	0,01	0,01
Apports des organismes privés bénévoles (4)	47,2	105,9	105,6	0,05	0,06	0,05
Total	592,4	4.519,4	4.475,8	0,63	2,55	2,30
dont flux assortis de :						
<i>conditions du marché</i> (= 1 + 3)	414,7	4.001,0	3.917,6	0,44	2,26	2,01
<i>conditions libérales</i> (= 2 + 4)	177,7	518,4	558,2	0,19	0,29	0,29
PNB de la Suisse	93.930	177.345,0	194.455,0	100,00	100,00	100,00

Notes :

Les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE (voir indications sous le tableau suivant).

Le **produit national brut** (PNB) de la Suisse est estimé aux prix (courants) du marché. Les chiffres figurant dans le tableau correspondent aux indications fournies par l'Office fédéral de la statistique en septembre 1981. Les pourcentages ont été calculés sur cette base.

Depuis 1979, l'OCDE inclut les **dépenses administratives** liées à la réalisation des programmes de développement dans la statistique de l'aide publique. Ces charges ne sont pas encore comprises dans la statistique suisse (en ce qui concerne les dépenses administratives faites en Suisse). Elles ne sont pas non plus comptées dans le tableau ci-dessus. Les frais administratifs se sont élevés à environ 10,6 millions de francs en 1980 et à 12,4 millions en 1981. Dans les statistiques de l'OCDE, l'aide publique suisse au développement a atteint 0,24% du produit national brut en 1980 et en 1981 (au lieu de 0,23% ci-dessus).

Sources :

- DDA, *La coopération suisse au développement*, Bulletin de statistiques, 1970 (tableau 1.1.1.) et 1980 (tableau 1.1.). Les chiffres de 1981 sont provisoires.
- *La Vie économique*, septembre 1982, à paraître.

2.1. APERÇU GENERAL DES FLUX FINANCIERS DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (fin)

B. MOUVEMENTS NETS DECLARES PAR L'ENSEMBLE DES PAYS MEMBRES DU CAD (1970, 1980 et 1981)

Catégories	1970	1980	1981 p	1970	1980	1981 p
	En millions de dollars			En % du PNB		
Capitaux privés (1)	7.018	41.324	53.622	0,35	0,57	0,59
Aide publique au développement (2)	6.949	27.256	25.628	0,34	0,38	0,37
Autres apports publics (3)	1.122	5.280	6.602	0,06	0,07	0,07
Apports des organismes privés bénévoles (4)	860	2.371	2.018	0,04	0,03	0,03
Total	15.948	76.231	87.870	0,79	1,06	1,21
dont flux assortis de : <i>conditions du marché</i> (= 1 + 3)	8.140	46.604	60.224	0,40	0,65	0,83
<i>conditions libérales</i> (= 2 + 4)	7.808	29.627	27.646	0,39	0,41	0,38
PNB des pays du CAD	2.019.000	7.220.000	7.290.000	100,00	100,00	100,00

Notes :

Les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE :

- Les **flux de capitaux privés** sont des apports de ressources aux conditions du marché en provenance de l'économie privée. Différentes formes de flux privés sont présentées dans les tableaux des sections 2.3. et 2.4.
- L'**aide publique au développement** (APD) représente l'ensemble des flux financiers vers les pays en développement et les institutions multilatérales de financement en provenance de fonds publics (y compris, en ce qui concerne la Suisse, les prestations des cantons et des communes). Ces prestations sont en principe fournies dans le but essentiel de favoriser le développement économique des pays en développement et elles sont accordées à des conditions de faveur. Pour les composantes de l'APD, voir les tableaux de la section 3.
- Les **autres apports du secteur public** comprennent tous les autres moyens mis à disposition des pays en développement par les collectivités publiques mais qui ne sont pas assortis de conditions de faveur. Dans le cas de la Suisse, il s'agit principalement de prêts de consolidation de dettes consentis par la Confédération.
- Les **apports des organisations privées bénévoles** comprennent les prestations accordées par des institutions sans but lucratif.

Sources :

- OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen 1981, Annexe statistique, tableaux de la section A.
- OCDE, *Les ressources mises à disposition des pays en développement en 1981*, Communiqué de presse du 23.6.1982. Chiffres révisés en septembre 1982.

2.2. RELATIONS ENTRE LE PRODUIT NATIONAL BRUT, LES FLUX NETS DE CAPITAUX PRIVÉS ET L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

A. COMPARAISONS ENTRE LES PAYS MEMBRES DU CAD (1980)

Pays membres du Comité d'aide au développement	Produit national brut (PNB)				Flux nets de capitaux privés				Flux nets d'aide publique			
	Montant		PNB par habitant		Montant		Part PNB		Montant		Part PNB	
	Mio \$	%	Dollars	Rang	Mio \$	%	%	Rang	Mio \$	%	%	Rang
Etats-Unis	2 626,5	36,4	11 540	8	4 301	10,4	0,16	13	7 138	26,2	0,27	13
Japon	1 035,9	14,4	8 870	15	1 958	4,7	0,19	12	3 353	12,3	0,32	12
Rép. féd. d'Allemagne	821,6	11,4	13 350	4	6 016	14,6	0,73	5	3 567	13,1	0,43	8
France	652,0	9,0	12 140	6	6 742	16,3	1,03	4	4 162	15,3	0,64	5
Royaume-Uni	526,0	7,3	9 400	13	11 073	26,8	2,11	2	1 851	6,8	0,35	10
Italie	396,5	5,5	6 950	17	2 823	6,8	0,72	6	683	2,5	0,17	17
Canada	247,9	3,4	10 350	10	1 644	4,0	0,66	8	1 075	3,9	0,43	9
Pays-Bas	158,9	2,2	11 240	9	627	1,5	0,39	10	1 630	6,0	1,03	1
Australie	138,0	1,9	9 390	14	163	0,4	0,12	15	667	2,4	0,48	7
Suède	121,6	1,7	14 620	2	846	2,0	0,70	7	962	3,5	0,79	3
Belgique	117,8	1,6	11 950	7	2 071	5,0	1,76	3	595	2,2	0,50	6
Suisse	105,9	1,5	16 620	1	2 377	5,8	2,25	1	253	0,9	0,24	14
Autriche	77,0	1,1	10 250	12	88	0,2	0,11	16	178	0,7	0,23	15
Danemark	64,7	0,9	12 620	5	178	0,4	0,28	11	474	1,7	0,73	4
Norvège	57,3	0,8	14 030	3	321	0,8	0,56	9	486	1,8	0,85	2
Finlande	49,0	0,7	10 250	11	69	0,2	0,14	14	110	0,4	0,23	16
Nouvelle-Zélande	22,2	0,3	7 090	16	26	0,1	0,11	17	72	0,3	0,33	11
Total	7 220,0	100,0	10 700		41 324	100,0	0,57		27 256	100,0	0,38	

Source :

— OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen 1981. Annexe statistique. Tableaux A.3., A.5., A.7. et H.1. Chiffres révisés en septembre 1982. Les dépenses administratives liées à la réalisation des projets de développement sont comptées avec les flux nets d'aide publique.

2.3. FLUX DE CAPITAUX PRIVÉS DESTINÉS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

A. MOUVEMENTS NETS DÉCLARÉS PAR LA SUISSE (1970, 1980 et 1981)

Catégories	1970	1980	1981 p	1970	1980	1981 p
	En millions de francs			En % du PNB		
Investissements directs	238,9	590,9	667,6	0,25	0,33	0,34
Crédits à l'exportation	96,0	275,4	-34,7	0,10	0,16	-0,02
Investissements de portefeuille	100,6	2.955,8	2.758,6	0,11	1,67	1,42
Flux bancaires	-	159,1	497,0	-	0,09	0,26
Total	435,5	3.981,2	3.888,5	0,46	2,25	2,00
PNB de la Suisse	93.930,0	177.345,0	194.455,0	100,00	100,00	100,00

Notes :

Les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE :

- Les flux d'**investissements directs** correspondent à la variation de l'actif net que les filiales représentent dans la comptabilité de la société-mère. Ils ne sont pas forcément accompagnés de transferts de capitaux au sens de la définition de la balance des paiements donnée par le Fonds monétaire international. La statistique est fondée sur les données communiquées par les entreprises.
- Les **crédits à l'exportation** sont des prêts, garantis ou non, accordés pour une durée de plus d'un an pour l'achat de marchandises dans le pays bailleur des fonds.
- Les **investissements de portefeuille** comprennent deux types de flux :
 - Les apports bilatéraux : souscription d'obligations, de reconnaissances de dettes ("notes"), achat d'actions ordinaires (sans prise de participation), achat de biens immobiliers de caractère non commercial, etc.
 - Les apports multilatéraux : souscription d'obligations émises par les organisations internationales de développement, prêts, etc.
- Les **flux bancaires** représentent la variation annuelle des avoirs nets détenus par les banques résidentes et leurs filiales à l'étranger vis-à-vis des pays en développement. Les opérations fiduciaires ne sont pas comptées.

Pour davantage de précisions concernant ces quatre catégories de flux, voir notes au bas des tableaux de la section 2.4.

Sources :

- DDA, *Bulletin de statistiques*, 1970 (tableau 1.1.1.) et 1980 (tableau 1.1.). Les chiffres de 1981 sont provisoires.
- *La Vie économique*, septembre 1982, à paraître.
- Voir également : *Mémoire d'aide de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement par la DDA et l'OFAEE à l'intention de l'OCDE.

2.3. FLUX DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (fin)

B. MOUVEMENTS NETS DECLARES PAR L'ENSEMBLE DES PAYS MEMBRES DU CAD (1970, 1980 et 1981)

Catégories	1970	1980	1981 p	1970	1980	1981 p
	En millions de dollars			En % du PNB		
Investissements directs	3.690	9.585	14.639	0,18	0,13	0,20
Crédits à l'exportation	2.157	12.568	10.449	0,11	0,17	0,14
Investissements de portefeuille	1.171	19.171	28.534	0,06	0,27	0,39
Total	7.018	41.324	53.622	0,35	0,57	0,74
PNB des pays du CAD	2.019.000	7.220.000	7.290.000	100,00	100,00	100,00

Note :

La définition des rubriques est la même que celle du tableau précédent (classification établie par le CAD), mis à part les flux bancaires qui sont inclus ici dans les rubriques "Investissements directs", "Crédits à l'exportation" et "Investissements de portefeuille".

Sources :

- OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen 1981, Annexe statistique, tableaux de la section A.
- OCDE, *Les ressources mises à disposition des pays en développement en 1981*, Communiqué de presse du 23.6.1982. Chiffres révisés en septembre 1982.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

A. INVESTISSEMENTS DIRECTS

1. Mouvements nets (1) par continents (1970, 1980 et 1981)

Continents	1970	1980	1981	1970	1980	1981
	En millions de francs			En % du total		
Europe du Sud	38,0	139,3	87,0	15,9	23,6	13,0
Amérique latine	185,4	332,6	430,0	77,6	56,3	64,4
Asie	7,3	77,2	126,6	3,1	13,1	19,0
Afrique	8,2	41,5	24,0	3,4	7,0	3,6
Total	238,9	590,9	667,6	100,0	100,0	100,0

1. Investissements bruts (y compris réinvestissements de bénéfices) moins rapatriement de capitaux (désinvestissements) = investissements nets. Les rapatriements de bénéfices ne sont pas pris en compte dans la statistique.

Note :

A fin 1976, la valeur cumulée des investissements directs suisses dans les pays en développement était estimée à près de 5 milliards de francs, soit un peu plus d'un dixième des investissements suisses à l'étranger (45,5 milliards). La répartition géographique était la suivante :

- Europe du Sud : 20 % (dont Espagne : 15 %)
- Amérique latine : 58 % (dans trois pays principalement : Brésil 25 %, Mexique 10 %, Argentine 9 %)
- Asie : 12 % (dont Inde : 2 %)
- Afrique : 10 %

Total 100 % (dont les cinq pays susmentionnés : 61 %)

Chiffres tirés de :

UBS, *La Suisse en chiffres*, brochure annuelle et

F. BLUNTSCHLI, *Zu den Beziehungen zwischen schweizerischer Aussenwirtschafts- und Entwicklungspolitik*. Versuch einer Klärung und Orientierung im bestehenden Weltwirtschaftssystem, Adliswil, Institut für Sozialethik des SEK, 1980, pp. 121-122.

Source (pour les chiffres du tableau) :

DDA et OFAEE, *Mémorandum de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES (suite)

A. INVESTISSEMENTS DIRECTS (suite)

2. Mouvements nets par groupes de pays classés selon le produit national brut (PNB) par habitant (1979)

Groupes de pays selon le PNB par habitant	Population		Investissements nets en 1979	
	Mio hab.	%	Mio FS	%
Moins de 250 dollars	1.081	50,5	6,3	0,9
De 250 à 400 dollars	264	12,3	15,0	2,2
De 400 à 1.000 dollars	325	15,2	99,3	14,4
Plus de 1.000 dollars	469	21,9	570,6	82,5
Total	2.139	100,0	691,5	100,0

Source :

DDA et OFAEE, *Mémoire de la Suisse au Comité d'aide au développement 1979*, p. 41. Pour la population des groupes de pays et le PNB par habitant (en 1978) voir : Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 1980, Annexe "Indicateurs du développement", tableau 1.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX (suite)

A. INVESTISSEMENTS DIRECTS (fin)

3. Effectifs du personnel employé par les entreprises suisses dans les pays en développement (1968, 1976 et 1981)

Continents	1968	1976	1981	1968	1976	1981
	Nombre de personnes			En % du total		
Europe du Sud	15.375	23.239	22.191	17,2	17,8	15,6
Amérique latine	49.571	69.228	82.256	55,3	53,2	57,7
Asie	16.984	25.540	28.662	18,9	19,6	20,1
Afrique	7.748	12.259	9.481	8,6	9,4	6,6
Total	89.678	130.266	142.590	100,0	100,0	100,0

Note :

L'administration fédérale ne publie pas la répartition par pays. Voici cependant quelques données (en %) :

Pays	1968	1976
Espagne	15,5	13,8
Brésil	23,5	22,9
Argentine	11,2	7,9
Mexique	7,4	6,3
Inde	10,3	9,2
Total pour ces cinq pays	67,9	60,1

Chiffres tirés de :

- G. ETIENNE, "Quelques caractéristiques des investissements privés suisses dans le Tiers Monde", dans : *Les investissements privés suisses dans le Tiers Monde* (Colloque-séminaire du 2-3 juillet 1971), Genève, IUHEI, 1971, p. 50.
- F. BLUNTSCHLI, *Zu den Beziehungen zwischen schweizerischer Aussenwirtschafts- und Entwicklungspolitik* (cf. référence sous le tableau A), p. 122.

Source (pour les chiffres du tableau) :

DDA et OFAEE, *Mémorandum de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES (suite)

B. CREDITS A L'EXPORTATION

1. Mouvements nets (1) par continents (1970, 1980 et 1981)
Crédits (garantis et non garantis) de plus d'un an

Continents	1970	1980	1981 p
	En millions de francs		
Europe du Sud	59,5	-178,0	-87,4
Amérique latine	128,0	1.004,7	306,2
Asie	-34,1	-627,7	-232,1
Afrique	-57,3	76,5	21,4
Total	96,0	275,4	-34,7

1. Nouveaux crédits moins remboursements = crédits nets. Les intérêts ne sont pas déduits des apports de la Suisse.

Source : DDA et OFAEE, *Mémoire de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement. Les chiffres de 1981 sont provisoires.

2. Montant des garanties assurées par la Confédération (1970, 1980 et 1981)
Livraisons aux pays en développement et à l'ensemble du monde

Groupes de pays	1970	1980	1981	1970	1980	1981
	En millions de francs			En % du total		
Europe du Sud	515	2.531	2.180	22,0	17,6	14,9
Amérique latine	825	3.312	3.299	35,3	23,1	22,5
Asie	712	4.609	5.388	30,5	32,1	36,8
Afrique	284	3.896	3.785	12,2	27,2	25,8
Total						
pays en développement	2.336	14.654	14.654	100,0	100,0	100,0
Ensemble du monde	3.378	25.282	22.300	100,0	100,0	100,0
Pays industrialisés						
Pays socialistes	1.042	8.593	5.391	30,8	34,0	24,2
Pays en développement	2.336	2.341	2.255	69,2	9,3	10,1
		14.348	14.654		56,7	65,7

Source :

OFAEE, Service de la garantie des risques à l'exportation (GRE), Documentation pour la presse concernant les comptes annuels de la GRE, 1971, 1980 et 1981.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES (suite)

C. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

1. Emprunts nets (1) sur le marché suisse des capitaux (1970, 1980 et 1981)

Emprunteurs	1970	1980	1981 p	1970	1980	1981 p
	En millions de francs			En % du total		
Institutions internationales de financement du développement (2)	29,5	1.283,7	1.675,9	29,3	43,4	60,8
Pays en développement (3)	71,1	1.672,1	1.082,7	70,7	56,6	39,2
Total	100,6	2.955,8	2.758,6	100,0	100,0	100,0

1. Emprunts sous forme d'obligations et de reconnaissances de dette à moyen terme ("notes") que les banques placent auprès du public ou auprès de leurs principaux clients. Les montants empruntés par les pays en développement comprennent aussi des crédits bancaires.
Les chiffres figurant dans le tableau représentent en principe des mouvements nets de capitaux (nouveaux emprunts moins remboursements). La statistique ne prend pas en compte les paiements d'intérêts effectués par les débiteurs.
2. Banque mondiale et banques régionales de développement.
3. La répartition par continents a seulement été annoncée pour 1981. L'année dernière, les pays en développement d'Europe du Sud ont effectué des emprunts nets de 318,3 millions et ceux d'Amérique latine de 767,8 millions de francs. Dans les cas de l'Asie (-3,0 millions) et de l'Afrique (0,4 million), les remboursements ont légèrement dépassé les nouveaux emprunts de capitaux.

Source : DDA et OFAEE, *Mémoire de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement. Les chiffres de 1981 sont provisoires.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES (fin)

D. FLUX BANCAIRES

1. Variations des avoirs nets (1) des banques vis-à-vis des pays en développement (1970, 1980 et 1981)

Continents	1970	1980	1981
	En millions de francs		
Europe du Sud	—	1.254,3	468,1
Amérique latine	—	931,1	2.781,0
Asie	—	-2.254,1	-4.034,5
<i>Export. pétrole à</i>			
<i>excédents de capitaux (2)</i>	—	-2.294,3	-3.756,3
<i>Autres pays d'Asie</i>	—	40,2	-278,2
Afrique	—	227,8	1.282,4
Total	—	159,1	497,0

1. Variation annuelle des avoirs (moins engagements) à court et à long termes, qui figurent dans les bilans des banques établies en Suisse et de leurs comptoirs à l'étranger (bilans consolidés).
Cette statistique ne comprend ni les crédits à l'exportation (voir tableau 2.4.B.1.) ni les crédits bancaires compris dans le montant des emprunts sur le marché suisse des capitaux (voir tableau 2.4.C.1., note 1).
2. Pays de l'OPEP "à excédents de capitaux" (définition de la Banque mondiale) : Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Irak, Iran, Koweït, Qatar.

Source : DDA et OFAEE, *Mémoire de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement.

2.5. APERÇU DES RELATIONS FINANCIERES AVEC LE MONDE

A. EXPORTATIONS DE CAPITAUX SOUMISES A AUTORISATION (1) (1980 et 1981)

Groupes de pays	1980	1981	1980	1981
	En millions de francs		En % du total	
Pays industrialisés	16.930	23.794	72,6	73,9
dont :				
<i>organisations</i>				
<i>européennes de</i>				
<i>développement (2)</i>	970	892	3,9	2,8
Pays socialistes d'Europe	722	1.341	3,1	4,2
Pays socialistes d'Asie	112	102	0,5	0,3
Pays en développement	5.558	6.968	23,8	21,6
dont :				
<i>OPEP</i>	434	467	1,9	1,4
<i>autres pays</i>	3.430	4.508	14,7	14,0
<i>organisations</i>				
<i>internationales de</i>				
<i>développement (3)</i>	1.694	1.993	7,3	6,2
Total	23.322	32.205	100,0	100,0

1. Il s'agit de montants de 10 millions de francs au moins.
2. Banque européenne d'investissement (BEI), Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), Euratom, Fonds de Rétablissement du Conseil de l'Europe, etc.
3. Banque mondiale et banques régionales de développement (Asie, Amérique, etc.).

Source : BNS, *Bulletin mensuel*, août 1981 et 1982, tableaux 33 et 34.

Note :

Les exportations de capitaux soumises à autorisation (selon l'article 8 de la loi sur les banques) ont principalement eu lieu sous la forme d'emprunts étrangers, d'émission de "notes" (reconnaisances de dettes), de crédits financiers et de crédits à l'exportation. La BNS précise à ce sujet : "une part importante des emprunts étrangers et des 'notes' est acquise par des non-résidents, et ne peut être considérée comme une véritable exportation de capitaux" (*Les banques suisses en 1979*, p. 39).

2.5. APERÇU DES RELATIONS FINANCIERES AVEC LE MONDE (suite)

B. AVOIRS ET ENGAGEMENTS A L'ETRANGER DES BANQUES ET DES SOCIETES FINANCIERES ETABLIES EN SUISSE (Répartition par pays)

1. Avoirs et engagements figurant aux bilans (au 31 décembre 1981)

Pays	Avoirs	Engagements	Solde	Couverture
	En millions de francs			Avoirs/Engag.
Rép. féd. d'Allemagne	13.469,6	6.874,8	6.594,8	1,96
France	13.907,9	11.776,4	2.131,5	1,18
Royaume-Uni	36.261,7	27.188,1	9.073,6	1,33
Italie	7.210,8	9.569,0	-2.358,2	0,75
Belgique	5.439,2	3.971,0	1.468,2	1,37
Pays-Bas	5.165,1	4.684,0	481,1	1,10
Luxembourg	7.843,9	5.007,4	2.836,5	1,57
Autriche	5.736,8	2.262,2	3.474,6	2,54
Danemark	2.814,5	652,2	2.162,3	4,32
Suède	2.996,2	720,0	2.276,2	4,16
Norvège,Finlande	3.196,0	551,7	2.644,3	5,79
Espagne	3.958,7	3.116,0	842,7	1,27
Portugal	766,5	541,4	225,1	1,42
Liechtenstein	3.720,2	6.868,7	-3.148,5	0,54
Reste de l'Europe occidentale (1)	4.085,9	4.880,4	-794,5	0,84
Europe orientale (2)	5.121,5	1.135,2	3.986,3	4,51
Etats-Unis	22.480,4	17.354,6	5.125,8	1,30
Canada	4.315,7	1.248,5	3.067,2	3,46
Zone des Caraïbes (3)	12.165,8	10.864,8	1.301,0	1,12
Amérique centrale (4)	4.097,1	978,1	3.119,0	4,19
Argentine	2.327,7	860,7	1.467,0	2,70
Brésil	2.728,9	839,6	1.889,3	3,25
Reste de l'Amérique du Sud	4.433,5	2.411,2	2.022,3	1,84
Afrique du Nord (5)	1.174,7	621,4	553,3	1,89
Afrique du Sud	2.643,2	645,2	1.998,0	4,10
Reste de l'Afrique	3.242,0	1.766,7	1.475,3	1,84
Israël	700,0	1.064,0	-364,0	0,66
Liban	552,7	1.194,1	-641,4	0,46
Autres pays du Moyen-Orient (6)	4.317,2	13.740,3	-9.423,1	0,31
Inde	133,4	434,2	-300,8	0,31
Pakistan	68,6	119,0	-50,4	0,58
Japon	5.386,1	1.131,5	4.254,6	4,76
Singapour	2.202,3	1.868,6	333,7	1,18
Rép. pop. de Chine	87,3	461,8	-374,5	0,19
Reste de l'Asie et reste de l'Océanie	3.499,0	3.718,6	-219,6	0,94
Australie, Nouvelle-Zélande	1.937,5	267,4	1.670,1	7,25
Métaux précieux	2.073,2	18.346,8	-16.273,6	0,11
Total selon bilan (7)	202.260,8	169.735,6	32.525,2	1,19

Voir notes p. 349.

2.5. APERÇU DES RELATIONS FINANCIERES AVEC LE MONDE (fin)

B. AVOIRS ET ENGAGEMENTS A L'ETRANGER DES BANQUES ET DES SOCIETES FINANCIERES ETABLIES EN SUISSE (Répartition par pays)

2. Avoirs et engagements à titre fiduciaire (au 31 décembre 1981)

Pays	Avoirs	Engagements	Solde	Couverture
	En millions de francs			Avoirs/Engag.
Rép. féd. d'Allemagne	6.140,3	5.547,9	592,4	1,11
France	13.656,7	13.185,1	471,6	1,04
Royaume-Uni	30.272,3	10.026,4	20.245,9	3,02
Italie	1.470,5	14.140,4	-12.669,9	0,10
Belgique	19.113,8	4.110,6	15.003,2	4,65
Pays-Bas	28.382,6	1.646,1	26.736,5	17,24
Luxembourg	31.035,4	940,5	30.094,9	33,00
Autriche	2.776,6	735,8	2.040,8	3,77
Danemark	161,3	171,6	-10,3	0,94
Suède	954,5	257,4	697,1	3,71
Norvège, Finlande	175,3	199,8	-24,5	0,88
Espagne	244,7	3.135,8	-2.891,1	0,08
Portugal	39,0	1.056,9	-1.017,9	0,04
Liechtenstein	374,0	15.971,6	-15.597,6	0,02
Reste de l'Europe occidentale (1)	2.021,6	5.234,8	-3.213,2	0,39
Europe orientale (2)	36,6	69,4	-32,8	0,53
Etats-Unis	2.477,3	2.699,5	-222,2	0,92
Canada	2.756,6	829,7	1.926,9	3,32
Zone des Caraïbes (3)	7.262,8	14.318,9	-7.056,1	0,51
Amérique centrale (4)	180,8	4.228,7	-4.047,9	0,04
Argentine	419,6	1.758,2	-1.338,6	0,24
Brésil	220,9	1.763,3	-1.542,4	0,13
Reste de l'Amérique du Sud	780,1	1.975,4	-1.195,3	0,39
Afrique du Nord (5)	168,3	1.120,9	-952,6	0,15
Afrique du Sud	70,7	396,0	-325,3	0,18
Reste de l'Afrique	951,2	4.422,3	-3.471,1	0,22
Israël	152,1	1.228,0	-1.075,9	0,12
Liban	155,8	3.029,5	-2.873,7	0,05
Autres pays du Moyen-Orient (6)	2.447,1	16.073,3	-13.626,2	0,15
Inde	13,1	634,7	-621,6	0,02
Pakistan	0,8	490,8	-490,0	0,00
Japon	46,6	226,5	-179,9	0,21
Singapour	124,0	395,1	-271,1	0,31
Rép. pop. de Chine	0,6	20,0	-19,4	0,03
Reste de l'Asie et reste de l'Océanie	738,9	2.124,1	-1.385,2	0,35
Australie, Nouvelle-Zélande	304,2	235,5	68,7	1,29
Total selon bilan (7)	156.126,7	134.400,5	21.726,2	1,16

Voir notes p. 349.

Notes des tableaux 2.5.B.1. et 2.5.B.2.

1. Andorre, Gibraltar, Grèce, Irlande, Islande, Yougoslavie, Malte, Monaco, Turquie, Vatican, Chypre.
2. Albanie, Bulgarie, Rép. dém. allemande, Pologne, Roumanie, URSS, Tchécoslovaquie, Hongrie.
3. Antilles Néerlandaises, Iles Bahamas, Iles Bermudes, Iles Cayman, Rép. dominicaine, Haïti, Jamaïque, Iles Vierges, Cuba, Indes occidentales, Trinidad/Tobago, Panama.
4. Mexique, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Costa Rica.
5. Maroc, Algérie, Tunisie.
6. Irak, Iran, Jordaine, Koweït et autres territoires du golfe Persique, Arabie saoudite, Syrie, Yémen, Libye, Egypte.

Note du tableau 2.5.B.1.

7. Y compris les opérations réalisées par les comptoirs à l'étranger des banques suisses; ces opérations forment le 37% de l'ensemble des avoirs à l'étranger et le 36% de l'ensemble des engagements envers l'étranger.

Source : BNS, *Les banques suisses en 1981*, à paraître en septembre 1982.